

Universités et recherche

IL FAUT D'URGENCE UNE AUTRE POLITIQUE !

L'enseignement supérieur et la recherche (ESR) doivent garantir un haut niveau de qualification au plus grand nombre, permettre au pays de répondre aux défis du futur et aux objectifs de la transition écologique. Mais c'est aujourd'hui la logique du marché et de l'austérité qui l'emporte.

L'AUSTÉRITÉ À TOUS LES NIVEAUX

Locaux vétustes, salles de cours débordantes d'étudiants, voilà les signes les plus visibles de l'austérité alors même que chaque année des étudiant-e-s supplémentaires rejoignent les bancs des universités françaises. **En cette rentrée, ils sont 65 000 de plus, soit l'équivalent de trois universités de taille moyenne.**

Pour les personnels, l'austérité c'est le gel prolongé des salaires, des atteintes aux statuts, des pertes de postes. Pour les étudiants, c'est la hausse des frais d'inscription et la réduction des choix d'orientation.

La recherche publique ne s'en sort pas mieux. **Le gouvernement préfère alléger l'imposition des entreprises à travers le « Crédit impôt recherche » que d'abonder les budgets de l'ESR.** Cette politique contraire à l'intérêt général se traduit par une perte financière très lourde (presque un quart du budget de l'ESR !) pour tous les acteurs de la recherche publique.

UNE UNIVERSITÉ À DEUX VITESSES

Aux financements à géométries variables institués par les lois LRU/Fioraso s'est ajoutée **la politique d' « excellence » concentrant les moyens sur quelques équipes au détriment de l'immense majorité.**

La régionalisation de l'enseignement supérieur aggrave ces atteintes au principe républicain d'égalité. Fusions (passage de 180 établissements à une trentaine sous le régime des ComUE), mutualisations de services (et donc suppressions de postes), délocalisations (comme dans le cas de l'IFREMER) : c'est un vaste plan de restructuration qui exacerbe la mise en concurrence des sites et des personnels.

LE TRIOMPHE DE LA LOGIQUE MARCHANDE

Sous l'égide de l'European research council et de l'Agence Nationale pour la Recherche et autres HCERES, **l'ESR s'est réorganisé selon une logique extérieure aux buts de la recherche scientifique.** Le principe généralisé des financements sur projet, avec seulement 10 % des projets réellement financés conduit à la précarisation des personnels, à leur soumission accrue aux logiques managériales et à son corollaire de conséquences dramatiques : pression à la publication, exploitation des ingénieur-e-s et doctorant-e-s... **Toutes choses qui nuisent au travail scientifique du fait d'une idéologie court-termiste comptable et qui poussent nombre de jeunes chercheurs à partir à l'étranger pour espérer trouver des conditions meilleures.**

Il faut rompre avec cette politique contraire au projet de qualification et d'émancipation pour tou-te-s. Le Parti de Gauche appelle à manifester vendredi 16 octobre à Paris au côté de l'intersyndicale.

IL PROPOSE UN PLAN D'URGENCE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS IMMÉDIATS :

- **le réengagement de l'État** à travers un plan d'investissement public répondant aux besoins réels des établissements tant en termes matériels (entretien et rénovation du patrimoine immobilier, achat de matériel pour les équipes, investissement dans les fonds des bibliothèques universitaires etc.) qu'humains (ouvertures aux concours de postes à tous les niveaux)
- **la fin du principe généralisé du financement sur projet** et le retour à un financement pérenne sur fonds propres, alloués par les organismes de tutelle (CNRS, universités, INRIA, CEA...)
- **la titularisation des personnels précaires de l'ESR**
- **l'augmentation conséquente du budget de la recherche publique** pour couvrir les besoins futurs : 565M d'euros sont alloués à l'ANR c'est trop peu !
- **la prise en compte de l'évolution démographique en France** en allouant aux universités une enveloppe qui correspond à la croissance annuelle du nombre d'étudiant-e-s (+1 à 3 % par an)
- **la suppression du Crédit impôts recherche**, inefficace et injuste
- **le gel des frais d'inscription** et la fin de l'orientation contrainte pour les étudiant-e-s
- **la fin des regroupements d'universités** (ComUE) et l'égal accès sur tout le territoire aux mêmes formations et aux mêmes diplômes